

Unité départementale de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 08 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARREFOUR SUPPLY CHAIN

ALLÉE DES CEDRES
PARC INDUSTRIEL DE LA PLAINE DE L'AIN
01150 Saint-Vulbas

Références : 20250623-RAP-S21
Code AIOT : 0010100232

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 juin 2025 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN implanté allée des cèdres à Saint-Vulbas.

L'inspection a été annoncée le 26 mai 2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN
- ALLEE DES CEDRES - PARC INDUSTRIEL DE LA PLAINE DE L'AIN - 01150 Saint-Vulbas
- Code AIOT : 0010100232
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CARREFOUR SUPPLY CHAIN exploite, sur la commune de Saint-Vulbas, une plateforme logistique d'approvisionnement pour les enseignes du groupe CARREFOUR.

Les produits stockés sont des produits de grande distribution (alimentaire, épicerie, produits ménagers...) à l'exclusion des produits frais alimentaires, surgelés, alcools.

L'entrepôt a été autorisé initialement par un arrêté préfectoral du 02 août 2006 pour 9 cellules.

Par arrêté préfectoral du 17 décembre 2014 complété par l'arrêté préfectoral du 2 mai 2019, le site a été autorisé à exploiter deux nouvelles cellules et à stocker des produits dangereux pour l'environnement (toxiques pour les organismes aquatiques) dans des quantités supérieures au seuil Seveso seuil bas ainsi que des produits inflammables.

Le site est donc maintenant composé de 11 cellules, dont une cellule de produits dangereux (aérosols et liquides inflammables). L'ensemble de l'entrepôt a été construit en trois phases :

- cellules n°3, 4 et 5 en 2006,
- cellules n°1, 2, 6, 7, 8, 9 en 2011,
- cellules n°0 et 10 en 2015.

Actuellement, l'entrepôt représente une surface d'environ 62 000 m² pour une hauteur de 12 m au faîtage.

Thèmes de l'inspection : Action Nationale 2025 (AN25) Prélèvements environnementaux / Plan d'urgence / Risques incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai ⁽¹⁾
4	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Contenu du POI – Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5 ^e alinéa et point i de l'annexe V	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II	Avec suites, Demande d'action corrective
2	Situation administrative – rubrique 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective
3	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Avec suites, Demande d'action corrective
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/
7	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/
9	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

CARREFOUR SUPPLY CHAIN a récemment mis à jour son plan d'opération interne (POI) pour y intégrer les dernières exigences réglementaires.

Il a notamment mis en place un plan de prélèvements dans l'environnement à réaliser en cas d'incendie. L'objet principal de l'inspection était l'examen de ce plan de prélèvement.

Il en ressort que si les paramètres et les milieux à surveiller sont cohérents avec l'activité et l'étude de dangers du site, l'exploitant devra néanmoins justifier ou modifier les délais d'intervention prévus au sein de ce plan.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p>
Constats : <p>L'exploitant est en mesure de fournir en temps réel l'état des stocks, cellules par cellules, mentionnant la rubrique ICPE, le libellé de la rubrique, les quantités maximales autorisées, les quantités réelles stockées.</p> <p>Il est en mesure de fournir cet état des stocks avec une vue graphique représentant l'emplacement des différentes rubriques, l'emplacement des zones particulières (zone aérosol, zone emballage, local maintenance...).</p> <p>Cet inventaire est satisfaisant pour répondre aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.</p> <p>Concernant l'objectif de répondre aux besoins d'information de la population, l'exploitant est en mesure d'extraire sur demande, les quantités de produits rassemblées par famille de produits (exemple : produits d'entretien ménager, épicerie, brasserie...) stockés par cellule.</p> <p>Ce point n'appelle plus d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative – rubrique 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pour lesquelles le dépôt du dossier est antérieur au 1er juillet 2017, sont considérées comme existantes si le pétitionnaire en fait la demande au préfet.</p> <p>Pour les installations existantes, les annexes IV, V et VI définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes de l'annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis en séance le rapport de Bureau Veritas daté du 11 février 2025 qui modélise les flux thermiques de l'incendie de chacune des cellules de stockage de l'entrepôt.</p> <p>Cette étude démontre que les flux thermiques à 3 kW/m², 5 kW/m² et 8 kW/m² restent confinés à l'intérieur des limites de l'établissement.</p> <p>Ce point n'appelle plus d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens d'intervention en cas d'accident.</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les non-conformités identifiées lors de l'inspection du 17/07/2024 ont été corrigées :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la tablette gênant la rotation du RIA n°510 dans le local de charge a été supprimée, – la signalétique de l'extincteur à proximité a été remise en bonne position, – la vanne amont du RIA côté nord a été repositionnée en position ouverte. Par sondage, il a été vérifié que sur les autres RIA, cette vanne était toujours maintenue ouverte. <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification des poteaux incendies présents sur site (contrôle du 26/11/2024) et notamment leur débit en marche simultanée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poteau n°1 : 148 m³/h • Poteau n°2 : 196 m³/h • Poteau n°3 : 136 m³/h • Poteau n°4 : 159 m³/h • Poteau n°5 : 146 m³/h • Poteau n°6 : 184 m³/h • Poteau n°7 : 225 m³/h • Poteau n°8 : 192 m³/h • Poteau n°9 : 202 m³/h <p>Ce point n'appelle plus d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>[...]</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.</p>
Constats : <p>Dans sa version 12, datée de septembre 2024, le POI de l'établissement mentionne en page de garde le numéro de téléphone direct du poste de garde et le numéro du cadre d'astreinte. L'observation mentionnée concernant ce point dans le rapport relatif à l'inspection du 17/07/2024 est donc levée.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan au poste de garde mais celui-ci ne comprend pas les éléments essentiels pour permettre aux services de secours d'intervenir en ayant connaissance des risques et des moyens de secours disponibles. Il a été fourni à l'exploitant la notice d'aide à la réalisation d'un plan de synthèse opérationnel (PSO) éditée par le SDIS de l'Ain.</p> <p>L'exploitant doit mettre à disposition des secours, au poste de garde, son plan de synthèse opérationnel tel que décrit dans cette notice.</p> <p>Le dernier exercice POI a été réalisé en juin 2024 (cf. inspection du 17/07/2024).</p>

Demande de l'inspection des installations classées : Sous 2 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées et au SDIS de l'Ain son plan de synthèse opérationnel (PSO). Un exemplaire doit être à disposition au poste de garde.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Délai : 2 mois

N° 5 : Contenu du POI – Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5 ^e alinéa et point i de l'annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.
Constats : L'exploitant a transmis le plan de prélèvements environnementaux post-accident daté du 27/06/2025 et établi par Bureau Veritas. En avant-propos de ce document, il est indiqué que ce rapport « est indissociable du contrat liant Bureau Veritas et le Client. Il est essentiel d'en considérer les termes pour la lecture de ce document qui en constitue le livrable principal. » L'exploitant n'a pas transmis la preuve que ce contrat a été établi entre Carrefour Supply Chain et Bureau Veritas. Il doit la transmettre à l'inspection des installations classées.
Demande de l'inspection des installations classées : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant justifie qu'un contrat permettant de mettre en œuvre le plan de prélèvements environnementaux post-accident a été établi entre lui et son sous-traitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Délai : 1 mois

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport établi par Bureau Veritas Exploitation intitulé « *Etude des produits de décomposition émis en cas d'accident* » daté du 17/06/2025.

Ce rapport établit la liste des produits de décomposition en cas d'incendie de l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN en se basant sur les guides de référence suivants :

- INERIS - Omega 16 - Recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie - version 3.0 du 11/07/2022,
- guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie - document technique DE n°126 - juin 2023,
- guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique - AFILLOG - version du 31/10/2022.

Il prend en compte le scénario majorant de l'étude de dangers (incendie généralisé de l'entrepôt de stockage) et se base sur les quantités maximales de produits autorisées par l'arrêté préfectoral du 02 mai 2019. Il prend également en compte les matériaux de construction de l'entrepôt (absence d'amiante).

À l'issue de l'étude, les produits de décomposition retenus sont : le fluorure d'hydrogène (HF), le bromure d'hydrogène (HBr), les dioxines/furanes/PCB, le dioxyde de carbone (CO₂), le monoxyde de carbone (CO), le chlorure d'hydrogène (HCl), le dioxyde de soufre (SO₂), le cyanure d'hydrogène (HCN), les oxydes d'azote (NO_x), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAPs), les composés organovolatils (COV), les poussières (PM_{2,5}), les aldéhydes et les métaux (cadmium, nickel, mercure, plomb...).

Ces substances sont cohérentes avec l'activité exercée sur le site.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

« Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Le plan de prélèvements environnementaux post-accident transmis se base sur l'étude des produits de décomposition en cas d'incendie (cf. point de contrôle n°7) et le schéma conceptuel du site CARREFOUR SUPPLY CHAIN (description des sources et voies d'exposition des différents milieux et des cibles à protéger).

Il définit les mesures à réaliser, sur site et hors site, dans les milieux suivants : air ambiant, sols, végétaux, retombées atmosphériques, eaux superficielles.

<p>Les points de prélèvements sont définis selon 3 hypothèses de vent : vents de nord-nord-ouest (prédominants), vents de sud et absence de vents dominants. Des points de mesure témoins ont également été définis dans chaque cas.</p> <p>Le choix des paramètres mesurés dans chacun des milieux est cohérent avec l'étude des produits de décomposition en cas d'incendie.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Stratégie de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique n'avoir ni équipement ni personnel formé aux premiers prélèvements environnementaux et déléguer cette prestation (personnel et équipements) au bureau d'études Bureau Veritas Exploitation.</p> <p>Dans le plan de prélèvement remis à l'inspection des installations classées, il est indiqué que l'exploitant dispose « <i>d'une ligne téléphonique spécifique joignable 24h/24 et 7j/7. Le responsable d'astreinte sera en mesure de mobiliser les intervenants afin de garantir une intervention sur site dans les 4 heures.</i> »</p> <p>L'inspection des installations classées note que les modélisations d'incendie des cellules de l'entrepôt réalisées par l'exploitant (cf. point de contrôle n°2) dure moins de 2 h. Le délai d'intervention de Bureau Veritas Exploitation apparaît donc inadapté à la cinétique des incendies susceptibles de se produire sur le site. Or, l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et le guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique précisent bien que les premiers prélèvements doivent être réalisés au moment du sinistre, soit pendant la phase d'urgence, et non après (phase d'accompagnement ou de suivi immédiat).</p>

<p>Le matériel de prélèvements et de mesure à mobiliser en cas d'incendie est listé dans le plan de prélèvements présenté par l'exploitant, il est cohérent avec les mesures prévues.</p> <p>Ce matériel n'étant pas stocké sur site, l'inspection des installations classées n'a donc pas pu contrôler sa disponibilité et sa maintenance.</p>
<p>Demande de l'inspection des installations classées :</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, justifier le délai de 4 heures retenu pour son contrat avec Bureau Veritas Exploitation et doit étudier la possibilité d'obtenir un délai d'intervention compatible avec la cinétique des accidents susceptibles de se produire sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Délai : 2 mois</p>

N° 9 : Personnels compétents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant délègue la réalisation des premiers prélèvements environnementaux (personnel et équipement) au bureau d'études Bureau Veritas Exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>